



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 12 juillet 2017

## NE SOYONS PAS COMPLICES

## DES CRIMES COMMIS EN TURQUIE

Le 30 juin dernier, un comité international a appelé dans le monde entier à suspendre toute collaboration avec les universités et les institutions turques de l'ESR complices du mouvement de répression qui frappe les universitaires et les chercheurs de ce pays, et plus globalement tous les intellectuels, qui refusent de faire allégeance au pouvoir d'État. Cet appel au boycott n'est pas global, il ne concerne que les institutions dont la collaboration à la répression est attestée et il exclut par conséquent les accords conçus pour faciliter et rendre possible la mobilité étudiante et les candidatures d'universitaires de Turquie à des postes d'enseignant-chercheur ou de chercheur invités, ou des engagements similaires, avec des universités françaises.

La liste des institutions concernées par ce boycott est accessible sur le site : <https://academicboycottofturkey.wordpress.com>

À plusieurs reprises, le SNESUP-FSU a attiré l'attention de ses syndiqué.e.s sur l'ampleur des crimes commis en Turquie et a appelé le gouvernement à étendre le **Programme d'aide à l'Accueil en Urgence des Scientifiques en Exil (PAUSE)**. Dimanche 9 juillet, à Istanbul, un rassemblement de plusieurs dizaines de milliers de manifestants a salué l'arrivée de la « marche pour la justice » qui avait commencé le 15 juin dernier à Ankara, montrant ainsi l'attachement à la démocratie du peuple turc. Il est par conséquent plus que jamais nécessaire de soutenir nos collègues menacés et persécutés. Non content d'avoir limogé plusieurs milliers d'universitaires, le gouvernement d'Erdogan les empêche aujourd'hui de retrouver du travail et leur confisque leurs passeports quand il ne les traduit pas devant des tribunaux en vue de les emprisonner. Le boycott est une action à la fois légitime et appropriée à cette situation tragique. Depuis le début de la répression, 37 universitaires n'ont trouvé d'autre refuge que le suicide.

Le SNESUP-FSU appelle donc ses syndiqués et l'ensemble des institutions de l'ESR à signer cet appel et à mettre en œuvre ce boycott partout où cela est possible.